



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article180>

Politique

UFP : l'heure du bilan

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 11 mai 2007

Union des Forces de Progrès

L'Union des Forces du Progrès, 9 députés à l'Assemblée Nationale (deuxième plus grand parti représenté, juste derrière le RFD, devant le PRDR et l'APP), 2 sénateurs et plusieurs maires, est jusque-là la seule formation politique à avoir publié les résultats de son bilan, après les présidentielles de mars 2007 au cours desquelles son président, Mohamed Ould Maouloud s'est retrouvé avec 4,08% des suffrages exprimés. Un résultat mitigé qui fait dire aux cadres de l'UFP, dans un communiqué publié le 9 mai 2007, que « les résultats du premier tour ont été en deçà de l'influence du Parti », liant cette contre-performance aux « difficultés rencontrées dans la disposition des ressources humaines et en matière de communication, dans un contexte identitaire dominant ».

Mais l'essentiel est là, un parti qui ose se regarder en face pour tirer les conclusions d'un échec électoral, une performance rare dans un environnement politique marqué par le nombrilisme des leaders politiques. L'UFP s'est tout de même félicité du choix opéré au second tour de soutenir la candidature de Ahmed Ould Daddah, constatant que ce geste a « rehaussé l'image de l'UFP » tout en lui permettant de se repositionner. Le parti, qui dit avoir confié la réalisation de son bilan à une commission interne, relève la convergence de vue avec le Chef de l'Etat, tout en se félicitant de la composition du gouvernement, formé selon les termes du communiqué, par des « éléments généralement connus pour leur compétence et leur probité », saluant l'éviction des représentants du Mithaq, « parmi les plus en vue du conservatisme et de la corruption ». L'UFP qui semble regretter toutefois que le gouvernement ait été constitué sans concertation avec les acteurs politiques, trouve que les nombreux défis qui se posent (enracinement de la démocratie, unité nationale, déportés, esclavage...) requièrent « la mise en place d'un gouvernement de large consensus », ou tout au moins, de « cadres de concertation pour un consensus minimal » entre les partis représentés au Parlement.

Il a été aussi question lors du bilan de l'UFP de la place de l'armée et des forces publiques. Selon le communiqué, « le Bureau national de l'UFP a suggéré que les mesures indispensables soient prises pour améliorer les conditions d'existence des officiers et des soldats, leur assurer un système de promotion équitable » tout en s'inquiétant de la « volonté de certains officiers de l'ex-CMJD d'exercer leur hégémonie sur la direction des affaires du pays ».

Les inquiétudes relevées se basent sur des scénarios qui peuvent aller de la « prévalence du gouvernement de technocrates actuel » au danger constitué par le Mithaq et l'éventualité d'un coup d'Etat, si la crise institutionnelle qui couve éclate.

Exprimant sa volonté à prendre en charge les préoccupations des populations, l'UFP trouve que le salut réside dans le renforcement de la coalition des forces du changement démocratiques et a chargé son bureau national d'en convaincre leurs partenaires politiques ainsi que le maximum de citoyens.

Le rapport a aussi abordé la criminalisation de l'espace économique, à la lumière de l'affaire de drogue qui vient d'éclater, les questions internationales et les rapports avec les partenaires financiers, tout en effleurant le terrorisme au Maghreb et dans le monde.

JOB